



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la
SCI REDSTONE INVEST C pour son établissement
situé à LOON-PLAGE.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 171-6, L 171-8, L 172-1, L 511-1 et L 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 autorisant la Société MAERSK ENTREPOT à exploiter une plate-forme logistique route des caraïbes – Port Rapide Ouest à LOON-PLAGE (59279) ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 16 avril 2008 au profit de la SAS MGF LOGISTIQUE NORD ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 11 avril 2011 de la SCI REDSTONE INVEST C faisant connaître qu'elle succède à la société MGF LOGISTIQUE NORD pour l'exploitation d'entrepôts situés route des Caraïbes à LOON-PLAGE (59279) ;

Vu le rapport du 23 janvier 2015 de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 janvier 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors des visites d'inspection en date des 30 septembre 2014 et 3 novembre 2014, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté la présence de matières dangereuses non inflammables dans le local spécifique « liquides inflammables » ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 14-10 « Stockage de liquides inflammables » de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI REDSTONE INVEST C de respecter les dispositions de l'article 14-10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2000, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} -

La SCI REDSTONE INVEST C siège social : 19 rue de la Paix – 75002 PARIS qui exploite une plate forme logistique située route des Caraïbes sur la commune de LOON-PLAGE (59279) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2000 en évacuant l'ensemble des produits dangereux non inflammables dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 -

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 -


Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au Maire de LOON-PLAGE,
- à la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LOON-PLAGE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 19 FEV 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général Adjoint



Guillaume THIRARD

